

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 04/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMPERE ELECTRICITY - Manufacture de Maubeuge**

AVENUE ANDRE CHAUSSON  
ZI de Grévaux les Guides BP 20050  
59600 Maubeuge

Références : 2025-V2-396  
Code AIOT : 0007000832

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement AMPERE ELECTRICITY - Manufacture de Maubeuge implanté ZI de Grévaux les Guides - Avenue André Chausson BP20050 59369 Maubeuge. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMPERE ELECTRICITY - Manufacture de Maubeuge
- ZI de Grévaux les Guides - Avenue André Chausson BP20050 59369 Maubeuge
- Code AIOT : 0007000832
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine située sur les communes de Maubeuge et Feignies a été créée en 1969. Elle est spécialisée dans la fabrication de petits véhicules utilitaires, thermiques ou électriques.

Le procédé de fabrication comprend principalement 4 étapes :

- l'emboutissage : transformation des tôles d'acier en pièces de carrosserie ;
- la tôlerie : assemblage de la carrosserie du véhicule ;
- la peinture : préparation de la carrosserie par traitement de surface puis application des différents mastics, peintures d'apprêts, laques, vernis et cire de protection ;
- le montage : dernière étape d'assemblage des équipements prévus sur chacun des différents modèles.

Le dernier changement d'exploitant de la manufacture de Maubeuge (ex MCA) au profit de la société AMPERE ELECTRICITY a été acté par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2023.

Les activités de l'usine de Maubeuge sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 07/10/2014 qui régit l'ensemble des activités du site ;
- l'arrêté préfectoral du 28/02/2020, qui met à jour le tableau des rubriques ICPE et le montant des garanties financières, et modifie les dispositions liées au taux de disponibilité des dispositifs de traitement des composés organiques volatils et les prescriptions relatives à la surveillance environnementale.

Ses activités relèvent également de la Directive IED (rubriques 3260 et 3670).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Valeurs limites de rejets – rejet 4	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 60	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PAC Projet Nickel – Free	Autre du 10/09/2025	Sans objet
3	Fréquence de mesure – Rejet 4	Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 140	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des résultats de la surveillance de l'exploitant sur son rejet n°4, l'exploitant réalise une bonne gestion de ses effluents industriels. Il doit néanmoins être vigilant sur l'arrivée d'effluents non habituels plus concentrés dans la gestion de la station d'épuration pour éviter tout dépassement des valeurs limites imposées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PAC Projet Nickel – Free

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/09/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PAC Projet Nickel – Free
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le Porter à Connaissance (PAC) Projet "Nickel Free" a été déposé en préfecture du Nord le 10 septembre 2025.
<b>Constats :</b>  Le projet "Nickel Free" consiste à substituer les sels de nickel contenus dans un bain de traitement de surface, produits dangereux pour la santé.  Lors de la visite, des discussions ont eu lieu sur le projet "Nickel Free" du site et des compléments à apporter à son dossier.  Lors de la visite, l'Inspection a pu constater: - la mise en place d'un réacteur 4 au niveau de la station physico-chimique permettant un temps de séjour plus long, - la mise en place d'une sonde RedOx au niveau de la station biologique, - la mise en place d'un agitateur supplémentaire dans le bassin biologique mais non encore raccordé électriquement.  Ces équipements ont été ajoutés dans le cadre du projet "Nickel Free" pour pallier à d'éventuelles hausses de concentrations liées notamment à la diminution de la quantité d'eau utilisée.

Une lettre de demande de compléments sur ce PAC a été adressée le 25 novembre 2025 à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Valeurs limites de rejets – rejet 4**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux issues de la station d'épuration biologique dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en débit, concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	Valeur de débit
Débit maximal journalier (m3/j)	1100 m <sup>3</sup> /j
Débit maximum horaire (m3/h)	90 m <sup>3</sup> /h

Paramètres	Concentration moyenne (mg/l)*	Concentration maximale (mg/l)*	Flux moyen mensuel (kg/j)*	Flux maximal journalier (kg/j)*
MeS	30	30	33	33
DBO5 (1)	10	20	11	22
DCO (2)	30	50	33	55
Azote Global	10	15	11	14,5
Phosphore Total	3	5	3	3
Hydrocarbures Totaux	5	5	5,5	5,5
Métaux Totaux	5	5	5,5	5,5
Cr VI	0,01	0,01	0,011	0,011
Cr III	0,05	0,05	0,055	0,055

Zn	1	1	1,1	1,1
Pb	0,5	0,5	0,055	0,055
Ni	1	1	1,1	1,1
Mn	0,5	0,5	0,055	0,055

(1) sur effluent non décanté

(2) azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé

\* 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites moyennes prescrites, sans toutefois dépasser les valeurs maximales. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

### Constats :

Les arrêtés ministériels du 2 février 1998 modifié (modification par l'arrêté du 24 août 2017, dit "AM RSDE") et du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables de plein droit à l'exploitant.

Aussi, en prenant en compte ces arrêtés, avec des valeurs limites d'émission (VLE) plus contraignantes, les VLE applicables sont :

Paramètres	Concentration maximale journalière (en mg/l)	Flux maximal journalier (en kg/j)
MES	30	33
DBO5(1)	20	22
DCO(1)	30*(50 dans APC)	33(55 dans APC)
Azote global (2)	15	16,5
Phosphore total	5	5,5
Hydrocarbures totaux	5	5,5
Métaux totaux	5	5,5

CrVI	0,01	0,011
Chroméet cp	<b>0,1</b>	0,11
CrIII	0,05	0,055
Zn	<u>0,6</u>	0,66
Pb	0,5	0,55
Ni	<u>0,2</u>	0,22
Mn	0,5	0,55
Fe+ Al et cp	<b>5</b>	5,5
Cu	<b>0,15</b>	0,165
AOX	<u>0,4</u>	0,44
Fluorure(F-)	<u>15</u>	16,5

Les VLE en gras proviennent de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et les VLE soulignées proviennent de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les VLE avec un astérisque proviennent du dossier de réexamen du site.

Après examen des déclarations faites par l'exploitant sur la plateforme GIDAF de janvier 2025 à octobre 2025, mois de dernière déclaration, l'Inspection a pu constater les dépassements suivants :

- le 4 mars 2025 : dépassement en azote global : valeur mesurée de 16,6 mg/L pour 15 mg/L autorisée,
- le 3 juillet 2025 : dépassement en nickel : valeur mesurée de 0,746 mg/L pour 0,2 mg/L autorisée,
- le 4 juillet 2025 : dépassement en nickel : valeur mesurée de 0,653 mg/L pour 0,2 mg/L autorisée et flux mesuré de 0,2634 kg/j pour 0,22 kg/j autorisé.

Le dépassement du 4 mars 2025 en azote global est expliqué par des rejets inhabituels suite à des travaux sur site. L'exploitant a indiqué connaître le type d'effluents envoyés à la station selon les opérations effectuées et dont le gestionnaire de la station est prévenu par la production. Les effluents envoyés en traitement ayant abouti à un rejet le 4 mars 2025 ont été plus concentrés en azote que les effluents habituels pour le même type d'opération. Une fois le dépassement constaté, l'exploitant a ajusté l'envoi de ces effluents en traitement physico-chimique.

**Fait avec suite n° 1 (demande d'action corrective) : L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour éviter que des nouveaux dépassements du même type soit renouvelés.**

Lors de la visite, pour les dépassements des 3 et 4 juillet 2025 sur le paramètre nickel, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les rapports d'analyses d'EUROFINS suivants :

- rapport EUROFINS référencé AR-25-IC-093129-01 du 18 juillet 2025 concernant le prélèvement du 3 juillet 2025 : mesure en nickel de 78,3 µg/l, soit 0,0783 mg/L. Une erreur de déclaration a été réalisée. La VLE est respectée.
- rapport EUROFINS référencé AR-25-IC-093134-01 du 18 juillet 2025 concernant le prélèvement du 4 juillet 2025 : mesure en nickel de 74,6 µg/l, soit 0,0746 mg/L. Une erreur de déclaration a été réalisée. La VLE est respectée.

Les paramètres chrome VI, chrome et composés, chrome III, fer + aluminium et composés, AOX et fluorures ne peuvent être déclarés dans GIDAF car ceux-ci ne figurent pas au cadre de surveillance.

**Observation n° 1: Des erreurs apparaissent dans le cadre de surveillance du site. Le cadre de surveillance a été modifié par l'Inspection avec une rétroactivité au 1er novembre 2025.**

Lors de la visite, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les rapports d'analyses d'EUROFINS suivants :

- rapport référencé AR-25-IC-012788-01 du 4 février 2025 concernant le prélèvement du 15 janvier 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-019562-01 du 18 février 2025 concernant le prélèvement du 5 février 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-040863-01 du 3 avril 2025 concernant le prélèvement du 19 mars 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-048418-01 du 17 avril 2025 concernant le prélèvement du 2 avril 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-077036-01 du 18 juin 2025 concernant le prélèvement du 7 mai 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-091083-01 du 15 juillet 2025 concernant le prélèvement du 3 juin 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-105233-01 du 13 août 2025 concernant le prélèvement du 8 juillet 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-108625-01 du 22 août 2025 concernant le prélèvement du 5 août 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-122848-01 du 25 septembre 2025 concernant le prélèvement du 2 septembre 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-142911-01 du 27 octobre 2025 concernant le prélèvement du 1er octobre 2025.

Les valeurs mesurées indiquées dans ces rapports sont :



Date de prélèvement	15/01/2025	05/02/2025	19/03/2025	2/04/2025	7/05/2025	4/06/2025	09/07/2025	06/08/2025	03/09/2025	01/10/2025
Chrome	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l	< 5 µg/l
Chrome VI	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l
Chrome III	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l	<0,01 mg/l
Fer	1 2 0 µg/l	1 9 µg/l	4 0 µg/l	9 7 µg/l	1 2 0 µg/l	1 1 0 µg/l	5 9 µg/l	1 6 0 µg/l	1 8 0 µg/l	1 4 0 µg/l
Aluminium	7 8 µg/l	11 µg/l	2 1 µg/l	7 5 µg/l	8 9 µg/l	2 8 µg/l	2 2 µg/l	8 3 µg/l	1 1 0 µg/l	5 0 µg/l
Fer + Aluminium	0,198 mg/l	0,030 mg/l	0,061 mg/l	0,172 mg/l	0,209 mg/l	0,138 mg/l	0,010 mg/l	0,243 mg/l	0,290 mg/l	0,190 mg/l
AOX	7 8 µg/l	470 µg/l	1 6 0 µg/l	5 1 µg/l	4 9 µg/l	5 3 µg/l	5 2 µg/l	4 5 µg/l	6 0 µg/l	5 4 µg/l
Fluorures	5,68 mg/l	7,52 mg/l	1,07 mg/l	9,32 mg/l	1,73 mg/l	7,57 mg/l	7,94 mg/l	7,72 mg/l	4,11 mg/l	7,77 mg/l

Un dépassement est constaté sur le paramètre AOX le 5 février 2025.

**Fait avec suite n° 2 (demande d'action corrective) : L'exploitant cherchera les causes de ce dépassement en AOX sous un délai maximal d'un mois et mettra en place les actions nécessaires pour éviter tout nouveau dépassement.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fréquence de mesure – Rejet 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 140

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesure

Prescription contrôlée :

Le tableau ci-dessous présente les paramètres faisant l'objet d'une autosurveillance et la

Le tableau ci-dessous présente les paramètres faisant l'objet d'une autosurveillance et la fréquence associée.

Paramètres	Fréquence
Débit	continu
pH	continu
Température	continu
MEST	hebdomadaire
DBO5	hebdomadaire
DCO	hebdomadaire
Azoteglobal	hebdomadaire
Phosphoretotal	hebdomadaire
Hydrocarburestotaux	hebdomadaire
Métaux totaux	mensuelle
Zn	hebdomadaire
Pb	hebdomadaire
Ni	journalière
Mn	hebdomadaire

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

#### Constats :

Les arrêtés ministériels du 2 février 1998 modifié (modification par l'arrêté du 24 août 2017, dit "AM RSDE") et du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables de plein droit à l'exploitant.

Aussi, en prenant en compte les fréquences de ces arrêtés parfois plus contraignantes, les fréquences applicables pour ce point de rejet sont :

Paramètres	Fréquence
------------	-----------

pH	continu
Débit	continu
Température	continu
MES	hebdomadaire
DBO5(1)	hebdomadaire
DCO(1)	hebdomadaire
Azoteglobal (2)	hebdomadaire
Phosphoretotal	hebdomadaire
Hydrocarburestotaux	hebdomadaire
Métaux totaux	mensuelle
CrVI	<u>mensuelle</u>
Chromeet cp	<u>mensuelle</u>
CrIII	
Zn	hebdomadaire
Pb	
Ni	journalière
Mn	hebdomadaire
Fe+ Al et cp	
Cu	<b>trimestrielle</b>
AOX	<u>mensuelle</u>
Fluorure(F-)	<u>mensuelle</u>

Les fréquences en gras proviennent de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (RSDE) et les fréquences soulignées proviennent de celui du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la

installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Après examen des déclarations faites par l'exploitant sur la plateforme GIDAF de janvier 2025 à octobre 2025, mois de dernière déclaration, les paramètres enregistrés dans GIDAF ont leur fréquence de mesure respectée, en dehors de l'absence de prélèvement dû à l'absence de rejet ou à un rejet insuffisant. Les paramètres chrome VI, chrome et composés, chrome III, fer + aluminium et composés, AOX et fluorures ne peuvent être déclarés dans GIDAF car ceux-ci ne figurent pas au cadre de surveillance.

**Observation n° 1 (déjà énoncé): Des erreurs apparaissent dans la cadre de surveillance du site. Le cadre de surveillance a été modifié par l'Inspection avec une rétroactivité au 1er novembre 2025.**

Lors de la visite, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les rapports d'analyses d'EUROFINS suivants :

- rapport référencé AR-25-IC-012788-01 du 4 février 2025 concernant le prélèvement du 15 janvier 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-019562-01 du 18 février 2025 concernant le prélèvement du 5 février 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-040863-01 du 3 avril 2025 concernant le prélèvement du 19 mars 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-048418-01 du 17 avril 2025 concernant le prélèvement du 2 avril 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-077036-01 du 18 juin 2025 concernant le prélèvement du 7 mai 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-091083-01 du 15 juillet 2025 concernant le prélèvement du 3 juin 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-105233-01 du 13 août 2025 concernant le prélèvement du 8 juillet 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-108625-01 du 22 août 2025 concernant le prélèvement du 5 août 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-122848-01 du 25 septembre 2025 concernant le prélèvement du 2 septembre 2025,
- rapport référencé AR-25-IC-142911-01 du 27 octobre 2025 concernant le prélèvement du 1er octobre 2025.

Les paramètres chrome VI, chrome et composés, chrome III, fer + aluminium et composés, AOX

et fluorures sont mesurés à une fréquence mensuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite